DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS
Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail

Le 9 septembre 2014

TABLE RONDE

Barney Frank,
ancien membre de la Chambre des représentants,
Wade Henderson et Judith Heumann.
Animatrice : Judith Woodruff de PBS NewsHour
« Le militantisme citoyen : bâtir des coalitions pour les droits civiques »

Le 9 septembre 2014
Knight TV Studio
Washington, D.C.

MME WOODRUFF : Bonjour et bienvenue à tout le monde. Je m'appelle Judy Woodruff et je travaille pour l'émission PBS NewsHour. Je suis ravie d'être ici ce matin au Newseum pour vous accueillir tous pour le prochain programme de la Série d'échanges au niveau mondial sur l'état des droits. Comme vous le savez tous, le débat d'aujourd'hui a pour thème Le militantisme citoyen : bâtir des coalitions pour les droits civiques. Nous avons parmi nous un groupe extraordinaire d'intervenants, et je suis ravie de pouvoir leur parler de ce sujet ce matin.

Je vais vous donner quelques précisions sur les points dont nous allons traiter et d'abord sur nos intervenants, dont chacun a eu une carrière extraordinaire qui les amène à ce débat sur les droits civiques par différentes voies.

Je commencerai tout à fait à votre droite, à ma gauche, par Judy Heumann, conseillère spéciale du Département d'État en matière des droits internationaux des personnes handicapées. Elle était auparavant directrice du Département des services aux personnes handicapées du District de Columbia, où elle était responsable de l'agence chargée des troubles du développement et des services de réadaptation.

À côté d'elle se trouve Wade Henderson, de la Leadership Conference on Civil and Human Rights et du Fonds pour l'éducation de la Leadership Conference, qui est leur président et directeur général. M. Henderson dirige cette organisation, la principale coalition des États-Unis dans le domaine des droits civiques et des droits de l'homme qui réunit plus de 200 organisations nationales des plus diverses.

Enfin, j'ai à mes côtés l'ancien membre de la Chambre des représentants des États-Unis Barney Frank. Il a représenté l'État du Massachusetts pendant plus de trente ans et a joué un rôle crucial dans l'adoption de certaines des lois les plus importantes de l'histoire récente de notre pays, y compris l'abrogation de « Ne demandez pas, n'en parlez pas ». Il a, bien sûr, joué un rôle majeur dans la législation adoptée à la suite de l'effondrement de l'économie, la législation sur la saisie des biens résidentiels hypothéqués et toutes les autres mesures qui ont mené à la loi Dodd-Frank, loi historique sur la réforme de Wall Street et la protection des consommateurs.

Il s'agit donc d'un groupe extraordinaire et, sur ce, je me contenterai de préciser à l'auditoire que nous sommes réunis pour examiner les processus selon lesquels les coalitions ont vraiment contribué à façonner l'histoire des droits de l'homme et des droits civiques aux États-Unis, et à l'intention de notre public national et international, pour qu'il puisse mieux comprendre, en écoutant ceux qui étaient présents au moment de l'histoire où cela s'est produit, comment cela s'est produit et pourquoi c'était important.

Bien. Je tiens aussi à préciser pour tous ceux qui nous regardent ou nous suivent en ligne, que vous pouvez nous trouver au mot-dièse #StateofRights. Si vous voulez envoyez un tweet à ce sujet, un commentaire à ce sujet, de nouveau, c'est #StateofRights.

Judy Heumann, je commencerai par vous. Il s'agit d'un sujet que vous connaissez bien. Pourriez-vous nous parler brièvement de la coalition dont vous vous occupez et des raisons pour lesquelles elle a fait une différence ?

MME HEUMANN : Le rassemblement de la communauté des personnes handicapées à partir des années 1970 a présenté un certain nombre de difficultés, parce que nous nous écartions du modèle médical où le débat portait vraiment sur la guérison des handicapés pour nous orienter vers un modèle fondé sur les droits. Il était important que nous parvenions à convaincre les handicapés que la discrimination devait prendre fin ; nous devons suivre le modèle que la communauté de défense des droits civiques avait mis au point de façon si spectaculaire, et nous y intégrer. Et je pense que les gens, à la longue, ont fini par reconnaître que quel que soit le handicap dont la personne est porteuse, c'est la capacité de s'unir en une coalition, de se concentrer vraiment sur la question de la lutte contre la discrimination, qui nous a permis d'obtenir l'adoption de nombreuses lois, dont le point culminant a été la loi relative aux Américains handicapés, l'*Americans with Disabilities Act*.

MME WOODRUFF : Wade Henderson, quelle a été votre expérience ? Pouvez-vous nous dire, nous expliquer brièvement ce qu'était cette coalition et quel a été son impact sur le résultat définitif ?

M. HENDERSON : Tout d'abord, Judy, c'est un honneur d'être ici avec mes collègues, pour traiter d'un sujet d'une telle importance. Quand vous pensez au mouvement pour la défense des droits civiques, vous pensez au mouvement pour la justice sociale le plus transformateur du XX^e siècle. S'il n'y avait pas eu la NAACP en 1909, Martin Luther King n'aurait certainement pas mené la campagne en Alabama et en d'autres lieux en faveur de la justice sociale, il n'aurait pas été sur les marches du Lincoln Memorial en 1963, et le président Barack Obama ne serait pas le 44^e président des États-Unis.

Mais ce sont incontestablement les efforts concertés des Afro-Américains, des Juifs américains, des syndicats ouvriers, qui ont contribué à jeter les fondations du mouvement de coalition de l'ère des droits civiques. La Leadership Conference est elle-même, comme vous l'avez fait remarquer, une coalition fondée par A. Philip Randolph, le premier dirigeant syndical afro-américain d'importance, Roy Wilkins, le président de la NAACP, et Arnold Aronson du National Jewish Community Relations Advisory Council. Tout le concept d'une coalition au sein de laquelle les gens mutualisent leurs forces pour parvenir à des buts qui vont bien au-delà de ce

que n'importe quel groupe distinct pourrait accomplir à lui seul a vraiment été le principe de base des efforts en faveur de la justice sociale à la fin des années 1950 et pendant les années 1960.

Le changement est souvent un processus qui comporte une série d'étapes successives. Avant l'adoption de la loi de 1964 sur les droits civiques, que nous célébrons – c'est son 50^e anniversaire cette année – il y a eu la loi de 1957 sur les droits civiques, qui a établi la Division des droits civiques du Département de la Justice et la Commission des droits civiques, et il y a eu la loi de 1960 sur les droits civiques, qui a amélioré la protection des droits des électeurs. Tout cela prend du temps et requiert une évolution, mais ce n'est qu'avec les coalitions, dans l'union, que l'on trouve la force, et si vous ne pratiquez pas la politique de la coalition, vous ne pratiquez pas la politique du changement au XXI^e siècle.

MME WOODRUFF : Avant de donner la parole à Monsieur Frank, je préciserai que nous attendons vos questions, que vous soyez présents ici avec nous ou que vous nous suiviez en ligne sur Twitter. Encore une fois, c'est le mot-dièse #StateofRights. Envoyez vos questions et nous y répondrons en l'espace de quelques minutes.

Mais Monsieur Frank, pouvez-vous nous parler de votre expérience sur le plan de la formation d'une coalition ? De quelle coalition s'agissait-il et pourquoi était-elle importante ?

M. FRANK : Eh bien, elle est importante pour une raison qu'il faut souligner. Wade a dit quelque chose que nous devons absolument dire aux militants, quand nous parlons de notre propre expérience : l'évolution progressive est non seulement acceptable, c'est la seule solution. C'est cela ou l'immobilité, parce que l'idée que vous pouvez passer de 0 à 98 % d'un seul coup sur n'importe quelle grande question est tout simplement fausse. En réalité, Ce qui se passe dans la réalité, c'est que vous bâtissez peu à peu sur les progrès précédents.

Quelques commentaires : les lois de 1957 et 1960 sur les droits civiques, je m'en souviens. Je n'étais pas parlementaire à l'époque, j'étais plus jeune, mais je m'en souviens bien. Un grand nombre de militants parmi les plus zélés les ont tournées en dérision en disant qu'elles ne voulaient pas dire grand-chose. À l'époque, elles n'ont pas entraîné de grands changements à elles seules, mais elles ont posé des bases et elles ont facilité les étapes suivantes. C'est une discussion que j'ai tout le temps avec beaucoup des membres de la communauté LGBT parce que, par définition, si vous êtes dans une société complexe avec un préjugé profondément enraciné – et c'est bien ce dont il s'agit : nous essayons de surmonter des préjugés – cela prend du temps.

Ce que je veux souligner, c'est que le principal moyen qui nous a permis d'atteindre notre objectif – et encore une fois, cette opinion provoque des controverses – les défilés, les manifestations sont très importants s'ils font partie d'une stratégie de mobilisation de la communauté touchée et ses alliés, pour faire ensuite le travail politique. Les manifestations ne font rien en elles-mêmes. Mon principe est que si vous êtes vraiment passionné pour une cause et que vous entreprenez des activités avec vos collègues, des gens qui partagent entièrement votre point de vue, et que vous vous exprimez d'une façon très démonstrative et vigoureuse, vous n'apportez probablement aucune aide parce que vous ne faites que renforcer mutuellement les émotions déjà fortes de votre groupe et vous ne vous adressez pas à l'extérieur.

Ces manifestations peuvent être utiles pour mobiliser les gens – et ce sera mon dernier point. Je ne suis pas d'accord avec certains de mes amis de la gauche lorsqu'ils répètent, « Oh, tout ce qui intéresse ces politiciens, c'est l'argent ; ils ne s'intéressent absolument pas à vous ; ils n'écoutent pas les électeurs ». Eh bien, ils n'écoutent pas les électeurs qui ne votent pas et ils n'écoutent pas les gens qui ne leur parlent pas. En réalité, tous ces mouvements prouvent que si vous parvenez à mobiliser le soutien politique des personnes concernées et de leurs alliés, c'est comme cela que vous parviendrez, à terme, à instaurer des changements.

MME HEUMANN : Je crois que nous avons constaté dans la communauté des personnes handicapées que nous devons passer à un niveau plus profond. Par conséquent, la formation d'une coalition a été cruciale, notre capacité de formuler ce que nous voulions en matière de politique, et dans un second temps de nous attaquer à certaines des questions de fond. Donc pour ce qui est des handicapés, il ne suffisait pas simplement de dire que nous avons le droit de prendre le bus. Nous devons prendre conscience de ce qu'il fallait faire pour rendre les bus accessibles. Quand nous parlions d'éducation inclusive et de toute une gamme de questions, nous devons savoir véritablement, substantiellement, ce qui était important.

Donc, les manifestations, comme l'a dit M. Frank, ne produisent pas d'elles-mêmes les résultats dont nous avons besoin. Et je pense que le fait pour que la communauté de s'éduquer, de s'informer, de s'intéresser progressivement à d'autres domaines de connaissances professionnelles, nous a vraiment aidé à progresser.

M. WADE : Ces deux points, Judy, celui qu'a souligné Barney, qui est, n'est-ce pas, les élections sont vraiment le langage de la démocratie. Ce que je veux dire c'est que si vous ne votez pas, vous ne comptez pas. Et la vérité, c'est que si vous n'utilisez pas les élections, qui maximisent votre capacité de vous faire entendre dans le processus politique, on ne vous entendra pas. Et, deuxième point, les questions relatives aux droits civiques et aux droits de l'homme ne sont pas des questions partisans, c'est évident : ce sont des questions nationales. Et la réalité est qu'il faut des voix des deux partis pour adopter de nouvelles lois qui entraînent des changements.

Bon, il y a incontestablement une question de leadership, et nous avons vu des exemples d'excellent leadership chez de nombreux démocrates qui ont pris des initiatives en faveur de ces questions, que ce soit les questions des droits des personnes handicapées – je pense à des gens comme Steny Hoyer et Tony Coelho ; je pense à des questions de droits civiques tout autant que de droits de l'homme qui concernent une large gamme de communautés, mais aussi aux questions des crimes de haine et aux actions en faveur des LGBT – Barney Frank a évidemment été un leader. Mais sans le président Eisenhower et sa volonté de nommer des juges qui ont réellement contribué à transformer le Sud, nous ne serions pas là où nous sommes aujourd'hui. C'est LBJ qui a donné le ton, évidemment, et c'est de mon point de vue le plus grand président du XX^e siècle. Mais, ceci dit, il a construit sur des fondations qui avaient été établies avec les deux partis.

Donc, tandis que nous menons les luttes d'aujourd'hui, sur les moyens d'assurer le respect du droit de vote à la suite d'une décision de la Cour suprême – il y a un an, *Shelby County v. Holder*, qui était préjudiciable à l'intérêt de tous les Américains – et que nous essayons de défendre les intérêts des personnes handicapées par l'intermédiaire de la Convention relative aux

droits des personnes handicapées, un instrument international qui a force de loi dans ce pays, s'inspirant de l'ADA, mais avec une coalition extraordinaire d'organisations d'anciens combattants – tous les principaux groupes d'anciens combattants du pays, des organisations d'entreprises comme la Chambre de commerce, IBM et d'autres – Coca-Cola, d'autres grandes sociétés, et la communauté des droits civiques et des droits de l'homme, nous efforçant de concert sous la direction de nos amis de la communauté des personnes handicapées à réaliser les droits et à obtenir la considération qui sont les leurs en tant que citoyens de notre pays. C'est là où nous en sommes.

MME WOODRUFF : Et permettez-moi de répéter, c'est #StateofRights si vous voulez poser une question sur Twitter. Encore une fois, je demanderai aux membres du public de s'exprimer. J'aimerais vous donner la parole maintenant, M. Frank. En vous écoutant tous les trois, je pense qu'il y a des gens qui regardent ou écoutent ou lisent ce programme et qui vivent peut-être dans des régions du monde où, soit ils n'ont pas le droit de voter, soit leur participation n'est pas aussi facile que pour les Américains aux États-Unis. Ma question est donc : Quand vous avez des groupes différents qui ont différents – représentent des convictions très solidement ancrées de différents – venant d'horizons complètement différents, que ce soit sur le plan politique, religieux ou ethnique, comment vous y prenez-vous pour lever ces barrières pour que les gens puissent travailler ensemble pour une cause commune ?

M. FRANK : Si vous me permettez, j'aimerais évoquer une anecdote historique pour appuyer l'une des remarques de Wade sur le caractère primordial du vote, y compris dans le mouvement pour la défense des droits civiques. J'étais au Mississippi pendant l'été 1964 dans le cadre de l'Été de la liberté. Et pendant que nous étions là, quinze jours après l'assassinat brutal de trois jeunes par des agents de la force publique, le président Lyndon Johnson a signé la loi sur les droits civiques, qui rendait la ségrégation illégale dans les services publics. Nous avons donc désormais le droit à Jackson, dans le Mississippi, dans tout le Mississippi, de manger au même comptoir, d'aller au cinéma ensemble. Et la direction unifiée de la communauté afro-américaine, du SNCC, de la SCLC, du groupe de Martin Luther King, de la NAACP, de CORE, de la Ligue urbaine, nous a donné pour instruction de ne pas profiter de ce nouveau droit parce que notre mission au Mississippi était de nous concentrer sur le déni du droit de vote, et de comprendre le caractère primordial de ce droit comme moyen d'obtenir tous les autres droits. Nous nous sommes littéralement ségrégués volontairement, en grande partie, pour pouvoir nous concentrer là-dessus.

Sur le plan international, l'une des choses que nous pouvons faire, à mon avis, – l'un des problèmes auxquels nous faisons face est – et j'ai pris part à toute une série de combats contre la discrimination sur l'âge, le genre, l'orientation sexuelle, la race, le handicap. Nous entendons chaque fois les mêmes arguments : « Je n'ai rien contre ces gens, mais cela entraînerait d'immenses bouleversements. Si nous adoptions ces mesures, cela aurait telle ou telle conséquence. » Et on vous raconte toutes ces histoires d'horreur. Ce que je veux souligner – et ici je critique un peu les médias de ne pas revenir en arrière pour signaler, vous savez, c'est ce qu'ils disaient à propos de cette question, et à propos de cette autre question, et à propos de cette autre question encore – et les histoires d'horreur ne sont jamais vraies.

Ce qu'il y a de triste, c'est que les lois contre la discrimination sont telles qu'elles ne peuvent pas être complètement appliquées après un certain temps parce qu'il est difficile, quand vous avez la

charge de la preuve, de prouver que quelqu'un était motivé par l'intolérance. L'une des choses que nous pouvons faire pour aider ailleurs est de dire, s'il vous plaît, regardez ce qui s'est passé en Amérique quand nous avons fait cela : toutes vos peurs se sont révélées sans fondement.

En définitive, je ne sais pas quels conseils donner aux habitants de pays tels que l'Ouganda, où les LGBT sont terriblement opprimés, et d'ailleurs. Je ne comprends pas suffisamment ces sociétés. Mais il y a quelque chose que nous pouvons faire. Ce que nous avons fait, par exemple, dans la communauté LGBT, dans la communauté des personnes handicapées, je crois, et certainement en ce qui concerne la race, nous avons fait pas mal de progrès ici – pas 100 %, mais nous avons fait pas mal de progrès et notre prestige politique dans notre pays est assez grand pour que nous puissions aider les gens qui sont opprimés ailleurs. L'Amérique est très forte. Et je suis heureux de voir que le Département d'État, par exemple, joue à présent un rôle très actif dans la lutte contre la discrimination à l'encontre des LGBT. Naturellement, quand on revient en arrière, l'un des plus beaux moments de ma carrière au Congrès a été d'entendre Nelson Mandela dire aux parlementaires réunis dans le Hall des statues que si nous n'avions pas passé outre au veto de Ronald Reagan pour adopter une proposition de loi imposant des sanctions, il ne serait pas sorti de prison.

Donc, l'une des choses que nous pouvons faire, nous qui avons remporté un certain succès en Amérique, c'est d'user de notre influence pour défendre les gens d'ailleurs. Et une dernière chose. On nous dit, écoutez, ne vous ingérez pas dans nos droits. J'étais l'un des dirigeants d'une coalition qui s'occupait de l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés, et cela voulait dire des centaines de millions de dollars pour l'Ouganda. Et je ne me souviens pas que les membres de l'administration gouvernementale ougandaise m'aient dit, « Comment osez-vous nous accorder un allègement de notre dette ? Occupez-vous de vos affaires ! » (Rires.)

MME HEUMANN : Judy, j'aimerais aussi ajouter au sujet de --

MME WOODRUFF : Oui, et puis nous passerons aux questions. Allez-y.

MME HEUMANN : Pour ce qui est du vote, et même dans les pays qui sont des démocraties et où les gens ont le droit de vote, le problème des personnes handicapées est de pouvoir aller voter. Donc, l'un de nos domaines d'action et de collaboration avec la communauté des personnes handicapées et les gouvernements à travers le monde est de faire en sorte que les bureaux de vote soient accessibles, que les gens puissent voter indépendamment, qu'un aveugle n'ait pas besoin de se faire accompagner par une personne voyante qui vote pour elle et ne lui dit pas pour qui elle a voté. C'est l'une des questions vraiment fondamentales – l'accès à l'exercice du droit de vote, et puis il faut convaincre les personnes handicapées que leur voix compte vraiment.

MME WOODRUFF : Et qu'elles peuvent voter. Maintenant, y a-t-il des questions qui arrivent et que vous pouvez nous communiquer ?

EMPLOYÉ : Tout à fait. Un grand nombre des questions posées en ligne aujourd'hui concernent la tactique. Et Ileana (transcription phonétique) de Madrid demande : « Comment un militant, qui ne peut pas ... » --

M. FRANK : D'où est-elle ?

MME WOODRUFF : Madrid.

M. FRANK : Madrid, d'accord.

EMPLOYÉ : Elle est de Madrid, en Espagne.

M. FRANK : Pas Ileana de Floride. (Rires.)

EMPLOYÉ : Oui, exactement. « Comment un militant qui ne peut pas rentrer dans son pays d'origine peut-il agir en faveur des droits chez lui ? »

M. HENDERSON : Ouah ! Excellente question, et Ileana, je vous remercie de l'avoir posée. Je pense que Barney Frank a évoqué des façons dont vous pouvez avoir un impact, particulièrement si vous êtes basé ici, aux États-Unis. Dieu soit loué pour le Premier amendement de la Constitution, parce qu'il a donné aux citoyens américains le droit de s'exprimer par des moyens qui ont contribué au progrès. Nous avons pris un pays avec une diversité extraordinaire et bâti une unité autour de certaines valeurs fondamentales. Nous les appelons des valeurs américaines. Mais ces valeurs englobent des choses comme le fait de pouvoir s'exprimer et se réunir et les protections du Premier amendement. Et Dieu soit loué pour le Cinquième amendement et le Quatorzième amendement, pour les procédures juridiques équitables et la protection égale de la loi. Ce sont vraiment les bases que nous avons utilisées.

Pour les ressortissants étrangers qui sont aux États-Unis, qui cherchent à apporter des changements et à avoir un impact dans leur pays, parlez haut et fort pour pouvoir être entendus par le peuple américain qui adhère à un système de valeurs que, dans la plupart des cas, vous essayez de promouvoir dans votre propre pays. Ce n'est pas que nous cherchons à exporter notre version de la démocratie, c'est que la démocratie est attrayante pour les gens qui veulent s'exprimer et qui veulent changer la situation qui existait lors de leur naissance. Je pense que si vous faites entendre votre voix ici, si vous essayez de réunir des appuis pour les habitants de votre pays, vous pouvez faire une différence.

Dernier point, Judy. Je pense aux Roms en Europe. Les Roms sont certains des gens qui subissent le plus de discrimination dans les pays où ils vivent et leur capacité d'apporter des changements est limitée dans le contexte européen. Il en est de même pour les Européens noirs qui vivent souvent dans des pays où la race n'est pas reconnue et où ils subissent pourtant une discrimination comparable à celle que nous avons connue ici. Il faut organiser des alliances à travers les océans entre des organisations non gouvernementales actives dans des domaines tels que l'antisémitisme, par exemple, qui est vraiment monté en flèche récemment en Europe et qui augmente dans d'autres régions du monde. Ces types d'alliances sont nécessaires pour faire des progrès dans la défense des intérêts que nous partageons. Et, à la Leadership Conference et dans d'autres organisations, nous utilisons ces relations pour favoriser la réalisation de ces objectifs.

MME WOODRUFF : Barney.

M. FRANK : Deux commentaires, l'un portant tout particulièrement sur ce que peuvent faire les gens qui viennent d'autres pays ou qui ne sont pas dans leur propre pays. Ils peuvent aider, s'ils

sont en Amérique, à réfuter certains arguments. Chaque fois que nous essayons, en Amérique, de venir en aide à des habitants d'autres pays qui sont privés de leurs droits fondamentaux, l'un des arguments que nous entendons est : « Mais enfin, vous ne connaissez pas cette société. Ils ne veulent pas de votre aide. Ce n'est pas bon pour eux. » On nous a dit, pour revenir à la question de l'Afrique du Sud, que nous ne devrions pas imposer de sanctions parce que cela nuirait à la majorité sud-africaine. L'une des choses que les gens peuvent faire, c'est de dire : « Excusez-moi, mais ce n'est pas vrai. Je viens de ce pays et je suis pour cette mesure. » Les gens qui sont aux États-Unis peuvent contrer très vigoureusement l'argument selon lequel il s'agit, d'une manière ou d'une autre, d'une exportation de valeurs étrangères vers ce pays, et que les habitants de ce pays ne les soutiennent pas. Ils sont très, très, très efficaces. Nous avons rédigé une partie de la proposition de loi sur la réforme financière – qui ne portait pas directement sur la réforme financière – qui imposait des limites concernant les minerais de la guerre, les diamants de la guerre et les produits des industries extractives couverts de sang, et on nous a dit que c'était terrible, et il y a eu des témoignages très efficaces d'ecclésiastiques d'Afrique, des pays touchés, qui ont dit, « Ça marche ; s'il vous plaît ne les croyez pas ».

Autre chose au sujet des Roms, et c'est quelque chose de très important. Je viens – je viens de me rappeler, comme l'a dit Wade, que les Roms étaient parmi les groupes, après les Juifs, qui représentaient la principale – la plus grande cible d'Hitler. Et je pense que c'est l'une des choses qui devraient interpeller la communauté juive, cette discrimination à l'encontre des Roms. Ça s'est certainement produit, il y a eu une affinité entre les Juifs et les LGBT. Vous le voyez au Musée de l'Holocauste, et je l'inclurais.

MME WOODRUFF : Judy.

MME HEUMANN : Certainement dans le domaine des handicaps, on nous dit tout le temps, « Vous êtes aux États-Unis ; vous ne pouvez pas exporter ce que vous faites aux États-Unis vers des pays étrangers ». Mais en réalité, les lois comme la loi relative aux Américains handicapés sont exactement ce que recherchent les habitants d'autres pays, parce que la loi est non seulement claire et très détaillée dans une série de domaines, mais elle comporte aussi des dispositions d'application solides. C'est quelque chose dont nous parlons tout le temps parce que ce genre de dispositions fait défaut dans un grand nombre de pays, et en ce qui concerne les handicaps et la race, et cetera, l'application des lois est d'une importance cruciale. Donc, l'exportation de ce que nous faisons, c'est quelque chose que les gens souhaitent.

M. HENDERSON : J'ajouterai à ce propos, en saluant l'Allemagne qui a récemment inauguré un mémorial à plus de 300 000 personnes, des handicapés physiques et mentaux, --

M. FRANK : Des victimes d'Hitler.

M. HENDERSON : -- des victimes d'Hitler qui ont été exterminées pendant la guerre, c'est une reconnaissance importante qui pose les fondements de l'égalité des personnes handicapées en règle générale. C'est la raison pour laquelle, de nouveau, la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées est d'une importance primordiale sur le plan des droits civiques et des droits de l'homme pour notre pays.

M. FRANK : Je – je dirais deux choses. Tout d’abord, l’un des arguments que nous entendons, surtout de la part de pays pauvres, de pays en développement est le suivant : « Mais nous devons commencer par nous occuper de l’économie ». Et sur tous les arguments contre la discrimination, celui où il y a eu cet argument le plus fort disant que c’était trop onéreux du point de vue économique, qui concerne les personnes handicapées – je me souviens de Clint Eastwood qui parlait, pas à une chaise malheureusement – (Rires.) – mais à de vraies personnes, mais je ne pense pas qu’il s’en soit beaucoup mieux tiré, honnêtement, et qui se plaignait en sa qualité de propriétaire d’hôtels de la loi relative aux Américains handicapés en affirmant qu’il ne pourrait pas y avoir d’hôtels si nous n’adoptions pas l’amendement qu’il voulait, et nous ne l’avons pas adopté, et naturellement il n’y a eu aucune conséquence fâcheuse pour qui que ce soit.

Il est donc très important de documenter le manque de conséquences économiques fâcheuses de la loi relative aux Américains handicapés. Mais l’autre domaine est celui dont Wade a parlé, l’importance du soutien bipartite, et je pense que c’est une chose remarquable – c’est mon souhait le plus cher – mais je tiens à reconnaître ce qui est.

M. HENDERSON : Oui, c’est difficile.

M. FRANK : Le traité international sur les droits des personnes handicapées a été bloqué parce que l’aile droite a cette influence sur le parti républicain, et même la présence de Bob Dole au Sénat n’a pas suffi pour obtenir un soutien républicain significatif.

M. HENDERSON : C’est vrai.

M. FRANK : Et historiquement, nous avons fait des progrès quand nous avons eu le soutien des deux partis. Malheureusement, ce n’est pas le cas actuellement parce que les républicains considèrent que cela donne un trop grand rôle au gouvernement, et j’espère que ce sera l’une des choses qui pourra changer si les gens se mobilisent sur le plan politique.

M. HENDERSON : Eh bien --

MME WOODRUFF : Nous avons une autre... – très rapidement, parce que nous voulons passer à d’autres questions.

M. HENDERSON : Je tiens simplement à préciser que la question du traité dépend de cinq voix, vous vous rendez compte, et ces cinq voix appartiennent à des sénateurs républicains qui, si nous arrivons à les convaincre, ratifieront le traité ; si nous n’y arrivons pas, ça ne se fera pas. Nous avons donc besoin de cinq sénateurs, et sans donner de précisions sur leur identité maintenant, bon, passons. (Rires.)

MME WOODRUFF : Une autre question.

M. FRANK : Nous vous donnerons leurs numéros quand nous ne serons plus en direct. (Rires.)

EMPLOYÉ : Parfait. Une question de Jennifer. Je crois qu’elle est dans le public ici aujourd’hui. « Comment maintenez-vous les coalitions après l’adoption et la promulgation d’une loi historique d’importance majeure, quand le travail difficile et détaillé commence ? »

MME HEUMANN : Bon, pour ce qui est de la communauté des personnes handicapées, l'adoption de la loi a vraiment encouragé ces gens à continuer de s'impliquer, parce qu'il fallait prendre un texte sur papier pour en faire une réalité. Donc, le fait est que nous ayons réussi à obtenir la Section 504 et la loi relative aux Américains handicapés en travaillant avec des coalitions. Je crois que ces lois n'auraient pas existé si nous n'avions pas vraiment travaillé très largement avec des coalitions, puis obtenu le soutien pour aller de l'avant pour faire les changements nécessaires dans les transports, le logement, les soins de santé et faire comprendre que les personnes handicapées ont le même droit d'avoir des droits que les autres gens. Parce que je pense que ça a été l'une des principales questions aux États-Unis et à travers le monde, que les gens considèrent encore les handicapés comme des citoyens de deuxième classe qui ne sont pas capables de participer sur un pied d'égalité.

MME WOODRUFF : Est-ce que vous ne devez pas faire face à une sorte d'état d'épuisement après tous les efforts déployés pour arriver à faire adopter une loi d'importance majeure ?

MME HEUMANN : Non, ce que je veux dire c'est que dans ce cas, le gouvernement a alloué des fonds pour fournir une aide technique aux personnes handicapées et aux membres de leur famille. Il y a eu des milliers et des milliers de personnes qui ont été formées, qui ont alors pu, dans leurs communautés avec les administrations locales et d'autres, vraiment se consacrer à l'application des textes, et c'est la raison pour laquelle ces lois ont été conçues en premier lieu – pour changer les choses. Et c'était la seule façon d'y arriver.

M. FRANK : Je dois dire un mot au nom d'un groupe qui est également un peu l'objet de dérision et de discrimination – les avocats. (Rires.) Parce que c'est là que les avocats interviennent, et il est important qu'il y ait un noyau d'avocats qui défendent les causes d'intérêt public, des gens qui ont les moyens financiers, parce que pour l'application des lois, il faut, entre autres, des avocats à deux niveaux. Premièrement, pour la rédaction ; il faut des gens de ces communautés et favorables à la cause, qui participent à la rédaction des règlements d'application, et deuxièmement, qui peuvent saisir les tribunaux lorsqu'il y a des violations. Donc il est d'une importance cruciale d'avoir un groupe bien financé d'avocats qui peuvent participer.

M. HENDERSON : Barney, c'est tellement important.

MME WOODRUFF : C'est probablement la première fois que j'entends quelqu'un jeter un jour favorable sur les avocats. (Rires.)

M. FRANK : Non, ils sont essentiels ici.

M. HENDERSON : C'est très vrai, et la Legal Services Corporation est un élément tellement important de ce processus, tout comme l'est la nomination de juges qui apprécient l'importance des tribunaux plus que ne le font d'autres gens, mais c'est vraiment essentiel.

Je tiens à souligner une chose. Barney a mentionné les conséquences, les conséquences économiques et positives du changement des lois, en particulier dans le domaine des droits des personnes handicapées, sur le pays. Et je pense aux amendements sur le logement équitable, dont

Barney s'est occupé en 1988, qui ont été promulgués. Ces amendements établissaient des codes et des dispositions concernant le logement des personnes handicapées qui ont apporté des améliorations en Amérique. Le type de rampes d'accès, les barres d'appui dans les toilettes des hôtels et les bandes antidérapantes sur les baignoires pour empêcher de glisser. Ce genre de choses. Les portes plus larges pour les fauteuils roulants. Ce sont des éléments universels qui sont désormais inclus dans tous les plans préparés par les architectes américains, qui font que nous avons un monde non seulement accessible, mais meilleur. Et pour les gens d'un certain âge, c'est bien d'avoir ces aides et ces produits dans les salles de bains. Même – (inaudible) – hein, même s'ils n'ont pas un handicap particulier. Donc c'est crucial.

J'ajouterai seulement une autre chose au sujet de votre question, Judy, sur la façon de motiver les gens. J'ai en tête la loi Matthew Shepard et James Byrd sur la prévention des crimes de haine d'il y a quelques milliers – quelques années, 2008. L'un de ces effets a été d'étendre la protection de notre loi fédérale sur les crimes de haine aux personnes de la communauté LGBT. Et la collecte de données occupe une place primordiale dans l'établissement des critères de base des modalités d'application des lois. Avec ce type de critère, le critère de l'intérêt public, vous pouvez vraiment améliorer considérablement les choses.

Donc, après l'adoption d'une loi majeure, essayer de s'unir pour déterminer comment elle devrait être appliquée, établir un système de contrôle, un système de surveillance qui contribue à l'instauration du changement, ce sont des étapes cruciales. C'est pour cela qu'après la mort de Michael Brown à Ferguson, dans le Missouri, il faut se concentrer sur les contrôles au faciès et leur impact sur le maintien de l'ordre et sur la façon dont les forces de l'ordre s'acquittent de leurs responsabilités, tenter d'obtenir que les policiers portent des caméras en boutonnière pour pouvoir surveiller leurs activités, tant pour les victimes éventuelles que pour les policiers qui agissent dans la légalité. Et nous devons souligner qu'il ne s'agit pas d'une condamnation des services de police américains. La police joue un rôle important dans nos communautés, mais nous voulons que les lois soient appliquées équitablement, et nous comprenons les problèmes des préjugés inconscients, mais ils se surmontent par la formation, la mise en œuvre, la supervision et les sauvegardes.

Donc ces choses sont toutes interdépendantes (inaudible).

MME WOODRUFF : Question suivante.

EMPLOYÉ : Un spectateur en ligne sur le site du Coin américain du Département d'État en Roumanie demande : « Quel amendement garantit la protection du militantisme et de la mobilisation des citoyens ? »

MME WOODRUFF : Quel amendement de la Constitution des États-Unis ?

M. HENDERSON : La Constitution des États-Unis.

EMPLOYÉ : Oui.

MME WOODRUFF : C'est la question de quelqu'un en Roumanie.

M. HENDERSON : J'adore.

MME WOODRUFF : Est-ce que je vous ai bien compris ?

EMPLOYÉ : Parfaitement.

M. FRANK : Pour commencer, naturellement, c'est dans le corps du texte de la Constitution, qui dit que nous – en réalité que le – dans le corps du texte de la Constitution, uniquement la Chambre des représentants est élue au suffrage direct. Les gens ont la possibilité de voter – le droit de voter pour les électeurs qui éliront le président, et les législateurs des États pour le Sénat. La Constitution a été amendée pour donner au public une plus grande participation à l'élection du président. Pour ce qui est des amendements, le Premier amendement est très important, Wade l'a dit, parce que c'est le droit de s'exprimer et de s'organiser et de publier. Mais également, très spécifiquement aux États-Unis, vous avez les Treizième, Quatorzième et Quinzième amendements en particulier. Le Quinzième amendement était nécessaire à cause de l'opposition dans certaines régions du pays à l'octroi du droit de vote aux Afro-Américains. Et il y a ensuite eu, quoi, le – est-ce que c'est le Dix-neuvième qui donne le droit de vote aux femmes ? et il y a le droit de vote à dix-huit ans, et j'oublie lequel c'est – vingt et quelque chose.

Mais il y a donc eu des amendements spécifiques pour les Afro-Américains, les femmes et les gens de dix-huit ans ou plus, rajoutés au texte de la Constitution qui dit que les gens devraient voter.

M. HENDERSON : Judy, je dirai une chose, cependant. Je crois que s'il y a un enseignement à tirer de l'expérience américaine, c'est l'effort qui vise à faire de la diversité, qui dans certains pays peut être une force destructrice contre le changement, à faire de la diversité un facteur positif de croissance et de force. Et que cela ait été ou non l'intention de l'expérience américaine, c'est ce que nous avons fait. Quand vous regardez ce public, quand vous regardez les lieux de travail, vous voyez des gens de toutes sortes de communautés différentes qui sont organisés, non pas en fonction de leur tribu, mais plutôt autour d'un ensemble de valeurs fondamentales, et ces valeurs ont servi à faire vraiment progresser les intérêts que nous partageons.

Donc quand Judy Heumann dit, regardez, nous sommes passés du type de modèle fondé sur la compassion qui définissait auparavant les personnes handicapées à un modèle fondé sur les droits, c'est un modèle qui s'inspire pour une partie de sa structure et de sa focalisation stratégique du mouvement afro-américain pour la défense des droits civiques, qui a servi de principe fondateur du mouvement des femmes, du mouvement des LGBT, du mouvement des personnes handicapées, du mouvement des immigrés – dont, en passant, nous n'avons pas parlé, mais j'espère que ça sera le sujet d'une question, parce que l'immigration demeure la gageure actuellement dans notre pays pour ce qui est de mettre en œuvre nos valeurs. J'espère que le type de coopération entre les deux partis qui reste problématique et qui est absolument nécessaire pour assurer l'adoption d'une loi sur une réforme générale de l'immigration – j'espère qu'il y aura une occasion d'examiner vraiment cette question en profondeur.

MME HEUMANN : J'aimerais seulement dire que lorsque des personnes handicapées venant d'autres pays arrivent aux États-Unis, quand elles quittent les États-Unis, l'une des choses qu'elles disent c'est qu'elles ne se sentent pas différentes, quel que soit leur handicap. Elles ont

le sentiment qu'elles peuvent circuler dans la communauté, qu'elles ne sont pas désavantagées en étant ici. Et je pense que ça exprime quelque chose de très positif, que nos lois, lorsqu'elles sont bien appliquées avec le temps, non seulement suppriment des barrières physiques et d'autres barrières, mais également que la suppression de ces barrières permet aux gens de s'unir à travers le pays et de s'apprécier, réellement, mutuellement pour qui ils sont, pas pour leur préférence sexuelle, leur race, handicap et cetera.

MME WOODRUFF : Bien. Il ne nous reste qu'environ quatre minutes. Est-ce qu'il y a une dernière question posée par un membre de l'auditoire ou par – sur Twitter en ligne ?

EMPLOYÉ : Une dernière question, qui n'est peut-être pas facile : « Comment formez-vous une large coalition quand un grand nombre des groupes de cette coalition peuvent avoir des inquiétudes au sujet de la reconnaissance de leurs stigmates respectifs ? Il est évident que certains groupes sont perçus de différentes façons, donc comment résout-on ce genre de problème ? »

M. FRANK : Je voudrais répondre le premier à ce sujet.

MME WOODRUFF : Qui l'a posée, juste --

EMPLOYÉ : Un membre du public.

MME WOODRUFF : Ah bon, d'accord.

M. FRANK : Je vais répondre à cette question parce son plus grand impact concerne clairement les LGBT. Et l'une des choses – tout d'abord, je vais citer des faits. Parmi les plus forts – à vrai dire, le groupe ethnique, le groupe démographique qui a soutenu le plus vigoureusement les droits des LGBT à la Chambre des représentants des États-Unis au fil du temps a été le groupe parlementaire des élus afro-américains. Ce groupe parlementaire a offert un plus grand soutien que tout autre, y compris les représentants homosexuels – pas les représentants ouvertement homosexuels, mais il a offert un plus grand soutien que les représentants homosexuels dans leur ensemble. (Rires.) Et cela s'est produit alors que des efforts conscients étaient déployés pour dire aux Afro-Américains et aux Hispaniques : « Vous ne voulez pas être avec ces gens ».

Et je dirai deux choses. Tout d'abord, il faut un respect mutuel. Il faut une réciprocité de soutien. Ça ne peut pas être une rue à sens unique. Deuxièmement, il faut reconnaître dans une certaine mesure qu'il peut y avoir des difficultés. J'ai travaillé avec un grand nombre de mes collègues afro-américains qui se sont heurtés à une certaine opposition dans la communauté religieuse. Je me rappelle qu'une fois, pendant l'examen du projet de loi sur les crimes de haine, nous discussions en commission et certains des parlementaires afro-américains qui l'appuyaient vigoureusement ont dit : « Écoutez, comment est-ce que je réponds à l'argument de mon pasteur selon lequel il ne pourra pas dire en chaire que l'homosexualité est contraire à la morale si nous adoptons cette loi ? » Ma réponse a été que ce projet de loi concernait la violence et les sévices physiques, et j'ai dit : « Je vais parler clairement – la meilleure façon de vous expliquer est de vous dire : Cela n'a rien à voir avec les mots ; ce n'est pas ce que nous voudrions faire, même si nous le pouvions. Si ce projet de loi est adopté demain, ce sera encore parfaitement légal de m'appeler un pédé. » J'ai ajouté que, à cette époque, je ne recommanderais pas cela à quelqu'un

venant des milieux bancaires. (Rires.) Mais le – c'était de la sensibilité pour qu'ils puissent aider à répondre à cette question comme ils l'entendaient.

Actuellement – et c'est – ce qui aide, c'est qu'il y a quelque chose dans l'expérience des gens concernant les traitements injustes à cause d'un certain élément de votre personnalité qui les prédispose, et donc vous devez être sensible à leurs difficultés. La plus grande difficulté à l'heure actuelle, à mon avis, c'est la possibilité ou les efforts de certains de diviser les Afro-Américains et les Hispaniques au sujet de l'immigration et d'invoquer l'effet sur l'emploi, et d'avancer pour argument que la présence d'une importante main-d'œuvre illégale porterait atteinte à la capacité de fournir à la main-d'œuvre légale une protection juridique applicable dans les faits. Donc, on détermine les points de divergence possibles et on en parle.

M. HENDERSON : J'aimerais répondre à cette question.

MME WOODRUFF : Il ne reste qu'une minute, alors --

M. HENDERSON : Bon, très vite.

MME WOODRUFF : -- vous avez le temps.

M. HENDERSON : Nous avons une devise simple à la Leadership Conference, qui est : si tu veux un ami, tu dois être un ami. C'est comme ça que ça marche. La création de coalitions vous oblige – vous oblige – à sortir de votre silo individuel et à reconnaître la force qu'il y a dans la création d'alliances pour le bien commun. Notre coalition toute entière est bâtie sur ce principe que nous voulons construire une Amérique qui soit aussi bonne que ses idéals, et c'est notre position. Oui.

M. FRANK : J'ai 30 – 30 secondes. (Rires.) J'étais un leader, parce que j'étais le président d'une sous-commission qui a obtenu l'adoption d'une proposition de loi prenant acte du terrible traitement injuste des Japonais-Américains --

M. HENDERSON : Absolument.

M. FRANK : -- qui a présenté des excuses et accordé certains dédommagements. Quelques années plus tard, il y avait un débat au sein de la Ligue des citoyens japonais-américains pour savoir s'il fallait reconnaître le mariage entre personnes de même sexe à une époque, à la fin – au début – à une époque où c'était encore très, très radical. Et Norman Mineta, qui était le membre japonais-américain du Congrès qui avait lui-même été dans un camp d'internement, a décidé de participer à cette autre discussion, ce qui était inhabituel pour un membre du Congrès, et a déclaré : « Écoutez-moi. C'est un homosexuel qui a dirigé la lutte pour la loi qui a nous a accordé des réparations. Je ne veux pas que nous lui tournions le dos à lui et aux personnes comme lui maintenant. » Et pour moi, c'est un exemple de – et ils l'ont approuvé. La ligue japonaise-américaine a été l'une des premières organisations nationales non homosexuelles à soutenir le mariage entre personnes de même sexe.

MME WOODRUFF : Un post-scriptum de Judy.

MME HEUMANN : Je voulais simplement dire au public à l'étranger que ce qui est très important au sujet du débat d'aujourd'hui, c'est que le fait de s'unir en des coalitions et des alliances ne fait que renforcer notre pays et d'autres pays. La capacité de se défendre les uns les autres et de parler des droits de tous les gens est ce qui accroît la force de nos pays.

MME WOODRUFF : Vous comprenez pourquoi chacune de ces personnes est un leader dans sa communauté, dans la coalition qu'elles ont aidé à bâtir par leur importante contribution. Je vous prie donc de vous joindre à moi pour remercier Judy Heumann, Wade Henderson et Barney Frank. Je vous remercie. (Applaudissements.)

###